

Les Etats-Unis ordonnent à Duke et à l'université de Caroline du Nord de changer de ton dans leur programme d'études sur le Moyen-Orient

Description

par Erica L. Green, 19 septembre 2019

WASHINGTON – Le Département de l'Éducation [des États-Unis] a ordonné à l'université Duke et à l'université de Caroline du Nord à Chapel Hill de modifier leur programme d'études sur le Moyen-Orient que les deux universités dirigent conjointement, concluant qu'il offrait aux étudiants un curriculum biaisé ne présentant pas, entre autres critiques, une image suffisamment « positive » du judaïsme et du christianisme dans la région.

Dans un rare exemple d'intervention fédérale sur le contenu d'un cours universitaire, le Département a affirmé que le programme de cours sur le Moyen-Orient des deux universités violait les standards d'un plan fédéral accordant des subventions aux programmes d'études internationales et de langues étrangères. Cette enquête fait partie d'une large investigation sur ce plan par le Département de l'Éducation, qui, sous la direction de la Secrétaire pour l'Éducation, Betsy DeVos, poursuit de plus en plus agressivement ce qui pourrait être perçu comme des biais anti-Israël dans l'enseignement supérieur.

Cette focalisation semble refléter les opinions de la direction d'organisations incluant le secrétaire adjoint pour les droits civils du Département, Kenneth L. Marcus, qui a fait une carrière en tant que promoteur pro-Israël et a lancé une campagne de plusieurs années pour délégitimer les programmes d'études sur le Moyen-Orient qu'il a critiqués comme étant truffés de biais anti-Israël et pour supprimer leurs subventions.

En l'occurrence, le Département s'est appuyé sur ce que les responsables ont perçu le programme comme étant centré sur la population musulmane de la région au dépens de ses minorités religieuses. Dans les opérations de diffusion de ce programme vers les écoles primaires et secondaires en Caroline du Nord, a déclaré le Département, il y a eu « un accent considérable placé sur la compréhension des aspects positifs de l'Islam, et une absence complète d'un éclairage similaire sur les aspects positifs du christianisme, du judaïsme ou de toute autre religion ou système de croyance au Moyen-Orient ».

Une trop petite portion des programmes de Duke ou de l'université de Caroline du Nord souligneraient « la discrimination historique à laquelle sont confrontées les minorités religieuses du Moyen-Orient, comme les Chrétiens, les Juifs, les Bahaïstes, les Yazidis, les Kurdes, les Druzes et d'autres, ainsi que leurs situations actuelles ».

Le Département est entré avec ces actions dans le débat sur Israël et les Palestiniens qui a secoué les campus dans le pays entier.

L'«action du Département Â« devrait être une sonnette d'alarme Â», a déclaré Miriam Elman, une maître de conférence de l'université de Syracuse, directrice générale de l'Academic Engagement Network qui s'oppose au mouvement de boycott d'Israël animant les militants sur les campus dans tout le pays. Elle a ajouté : Â« Ce qu'ils disent est Si vous voulez être partiaux et montrer une vue équilibrée du Moyen-Orient, vous pouvez le faire, mais vous n'allez pas obtenir d'argent fédéral ou d'argent des contribuables Â».

Les groupes défendant les droits palestiniens ont accusé le Département de l'Education d'intimidation, et d'intenter la liberté académique.

« Ils veulent en réalité envoyer le message que si vous voulez critiquer Israël, alors le gouvernement fédéral surveillera très attentivement votre programme entier et le micro-gèrera à mort Â», dit Zoha Khalili, une avocate de Palestine Legal, un de ces groupes de défense. L'intervention du Département, a-t-elle ajouté, « envoie un message aux programmes d'études sur le Moyen-Orient, à savoir que leur existence dépend de leur consentement à suivre la ligne du gouvernement sur Israël Â».

Dans une [lettre aux responsables de l'université](#), le secrétaire adjoint pour l'enseignement supérieur, Robert King, a écrit que les programmes lancés par le Consortium de l'université Duke et de l'université de Caroline du Nord pour les études sur le Moyen-Orient ne semblaient pas en harmonie avec la subvention fédérale qu'ils avaient reçue. L'article VI de la loi sur l'enseignement supérieur accorde des subventions aux universités Â« établissant, renforçant ou opérant un réseau diversifié de centres et de programmes de langues étrangères ou d'études régionales ou internationales de niveau licence. Â»

Le Département de l'Education Â« croit que ce Consortium des études sur le Moyen-Orient n'a pas réussi à distinguer soigneusement les activités également subventionnées au titre de l'article VI et d'autres activités Â» qui Â« ne sont de toute évidence pas éligibles au soutien des contribuables Â», a écrit M. King.

La lettre, publiée cette semaine dans le Registre fédéral, disait que les dossiers du Consortium sur le nombre d'étudiants inscrits dans les études de langue étrangère Â« une pierre angulaire du plan de subvention fédéral Â» n'étaient pas clairs et qu'il Â« semble clair que l'enseignement en langue étrangère et les études sur une région faisant avancer la sécurité et la stabilité économique des États-Unis sont passés au second plan derrière d'autres priorités Â».

Mr. King a écrit que le Département croyait que certaines propositions, comme une conférence centrée sur Â« l'amour et le désir dans l'Iran moderne Â» ou une autre centrée sur la critique cinématographique au Moyen-Orient n'avaient que peu ou pas de pertinence par rapport à l'article VI Â». Le Département a écrit que le programme du Consortium Â« semblait aussi manquer d'équilibre Â».

Le Département a aussi critiqué les programmes de formation d'enseignants du Consortium pour leur focalisation sur des questions comme Â« les biais inconscients, l'aide aux jeunes L. G. B. T. I. Q. dans les écoles, la culture et les médias, l'usage de livres diversifiés pour la classe et autres Â». Ils ont dit que les programmes avaient Â« un manque d'éclairage frappant sur la géographie, les questions géopolitiques, l'histoire et le langage Â».

L'administration a ordonné au Consortium de soumettre un calendrier révisé des événements qu'il planifiait en appui du programme, et une liste compléte des cours offerts et des professeurs travaillant dans le programme d'études sur le Moyen-Orient. Le Département a aussi indiqué au Consortium qu'il devait démontrer qu'il avait des contrôles institutionnels effectifs pour rester conforme à l'interprétation par l'administration de la loi sur l'enseignement supérieur. Les universités avaient jusqu'au 22 septembre pour cela, quelques jours seulement avant le jour prévu pour l'approbation des subventions par le Département, le 30 septembre.

Un porte-parole de Duke a refusé de commenter, renvoyant les questions à l'université de Caroline du Nord. Une porte-parole de cette université a accusé réciprocité de la lettre.

« Le Consortium attache une profonde importance à son partenariat avec le Département de l'Éducation et a toujours été fortement engagé à s'accorder aux objectifs et aux exigences du plan de l'article VI », a déclaré l'université. « En ligne avec l'esprit de ce partenariat, le Consortium s'engage à travailler avec le Département pour fournir davantage d'informations sur ses programmes ».

Pour les groupes de défense emprisonnés dans des batailles académiques à propos d'Israël, cette nouvelle investigation [n'était pas une surprise](#).

L'année dernière, le Département [a ouvert une affaire à propos d'un biais anti-juif à l'université Rutgers](#) que le gouvernement d'Obama avait clos sans trouver d'actes prouvables. En rouvrant le cas, Mr. Marcus a dit que le Département de l'Éducation utiliserait [une définition de l'antisémitisme par le Département d'État](#) qui, entre autres, étiquait comme du sectarisme anti-juif le fait de nier au peuple juif leur droit à l'autodétermination, suggérant qu'elle avait été adoptée par son bureau. Le Département de l'Éducation n'a pas adopté cette définition.

En juin, Mme DeVos a dit qu'elle avait ordonné une investigation pour déterminer si le Consortium Duke-Université de Caroline du Nord avait fait une mauvaise utilisation de tout ou partie des 235000 dollars qu'il reçoit au titre des subventions de l'article VI, en particulier pour sponsoriser un événement en mars intitulé « Conflit Gaza : personnes, politiques et possibilités ». Un député républicain de Caroline du Nord, George Holding, a [réclamé que Mme DeVos](#) enquête pour déterminer si des subventions fédérales étaient utilisées pour organiser la conférence, dont des lecteurs ont dit qu'elle était truffée de « biais radicaux anti-Israël ».

M. Holding a dit qu'il la [conférence intervenaient](#) des membres actifs du mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël connu sous le nom de B.D.S. et des conférenciers qui tordaient les faits et déformaient la situation complexe de Gaza. Il a dit qu'une vidéo montrée à la conférence incluait un artiste chantant « une chanson insolamment antisémitique ».

Mais certains groupes ont pris la défense du Consortium des études sur le Moyen-Orient. Tallie Ben Daniel, la responsable recherche et éducation de Jewish Voice for Peace, un groupe progressiste qui soutient les droits palestiniens, a dit que l'investigation était la dernière tentative par le gouvernement Trump d'imposer un agenda néoconservateur dans des espaces de

recherche et d'exploration universitaires ». Elle a qualifié le curriculum du Consortium de « riche et diversifié ».

Aux critiques tels que Mme Daniel, cibler le programme de Duke-Université de Caroline du Nord apparaît en continuité avec les tentatives qui ont précédé le gouvernement Trump. Un groupe fondé par M. Marcus, le Louis D. Brandeis Center for Human Rights Under Law, a fait pression pendant des années sur le Département de l'Éducation et le Congrès pour réprimer les programmes d'études sur le Moyen-Orient que le centre affirmait promouvoir un biais anti-Israël.

Mais Mme Elman, de Syracuse, a dit qu'il était grand temps qu'ait lieu cet examen des programmes par le Département. « Pour obtenir [les subventions de] l'article VI, vous devez vraiment rechercher la diversité de points de vue », a-t-elle expliqué. « C'est ce que nos étudiants veulent. Ils ne veulent pas être endoctrinés. Ils veulent les deux côtés. C'est possible de faire cela et de sortir quand même les gens de leur zone de confort ».

Avant de rejoindre le Département de l'Éducation, M. Marcus avait [fait du lobbying agressif](#) sur la loi de l'enseignement supérieur afin de réprimer les programmes d'études sur le Moyen-Orient et il avait critiqué tant le Département de l'Éducation que le Congrès pour leur échec à faire rendre des comptes aux institutions qui violent l'exigence de présenter des « perspectives diversifiées » contenue dans la loi.

En 2014, [il a écrit un article d'opinion qui attaquait le plan de l'article VI](#) comme « étant utilisé pour soutenir des programmes biaisés et sans valeur académique sur les campus universitaires », de sorte que les étudiants et les enseignants ayant des opinions opposées sont « ostracisés et menacés ».

« En dehors de leur médiocrité intellectuelle », écrivait M. Marcus, « beaucoup de ces programmes empoisonnent l'atmosphère sur les campus ».

Il appelait le Département à établir une procédure de plainte qui déclencherait des examens détaillés de programmes entiers analogues à celui qui vient d'être entrepris pour Duke et l'université de Caroline du Nord.

[Une version de cet article a été imprimée dans l'édition de New York du 20 septembre 2019, Section A, Page 1 avec le titre : « Les Etats-Unis exigent que des universités remanient leur axe sur le Moyen-Orient ».]

Traduction: CG pour l'Agence Média Palestine

Source: [NY Times](#)

date créée
2019/09/25